Nous savons, monsieur le Président, que 98 p. 100 de la dotation se fait par délégation de pouvoir au ministère. On veut avoir un rapport de la Commission sur les progrès réalisés afin de rendre la Commission plus imputable au Parlement de la dotation parce qu'il y a un système en place qui permet que les fonctionnaires puissent aller en appel et nous préférierions savoir qu'il y a en place un *monitoring*, un genre de système qui nous donnerait satisfaction vis-à-vis de l'équité de ce programme.

La deuxième recommandation de la section *b*) se lit comme il suit:

b) fasse état dans ce rapport de consultations avec le Vérificateur général concernant la mise en oeuvre de sa recommandation, c'est-à-dire que la Commission veille au respect de ses politiques et procédures figurant dans le manuel de gestion du personnel.

Monsieur le Président, je pense que cela se comprend, c'est facile à comprendre . . .

c) mettre au point des méthodes efficaces de surveillance et d'évaluation des progrès que réalisent les ministères dans l'application des programmes d'action positive, et qu'elle présente un rapport écrit, au plus tard . . .

. . . encore une fois, monsieur le Président . . .

. . . le 30 septembre 1986, faisant état des progrès réalisés à cet égard.

Monsieur le Président, comme employeurs, le gouvernement et ce Parlement doivent se préoccuper de l'application des programmes d'action positive et doivent obtenir de la Commission un rapport sur des méthodes efficaces de surveillance et d'évaluation des progrès. Monsieur le Président, la troisième recommandation:

12. Votre Comité recommande que la Commission:

a) élabore un plan d'action applicable à l'ensemble de la Fonction publique en vue de réduire sensiblement le temps moyen nécessaire à la dotation des postes, tout en respectant les droits légaux des employés; et

b) fasse rapport par écrit à votre Comité, au plus tard le 30 septembre 1986, au sujet des progrès réalisés à cet égard.

Monsieur le Président, c'est peut-être la recommandation la plus importante parce que je pense que c'est important que nous soyons capables, d'ici le 30 septembre 1986, d'obtenir de la Commission un meilleur système de dotation, un système plus efficace qui rendrait plus justes les nominations et qui ne se perdrait pas dans de la bureaucratie et de la bureaucratie interminables avant de combler un poste vacant.

Quatrièmement:

15. Votre Comité recommande que:

a) la Commission fournisse immédiatement des lignes directrices aux ministères et aux organismes concernant l'application de l'ordre inverse du mérite;

Monsieur le Président, l'ordre inverse du mérite est utilisé par la Commission lorsqu'elle fait des mises à pied, lorsqu'elle déclare une personne excédentaire à ses besoins. C'est là que nous aimerions connaître quelles sont les lignes directrices de cet organisme concernant l'application de l'ordre inverse du mérite.

b) le gouvernement dépose des rapports trimestriels sur les mises en disponibilité au sein de la Fonction publique;

Monsieur le Président, là-dessus, je n'ai pas besoin de m'étendre trop longtemps. On sait que le gouvernement a annoncé qu'il coupait 15,000 emplois dans la Fonction publique d'ici cinq ans et nous demandons au gouvernement de déposer tout simplement de façon trimestrielle des rapports sur les mises en disponibilité afin que nous sachions, en tant que parlementaires, ce qui se passe au niveau de ce programme que

Motions

nous jugeons absolument difficile et peut-être même traumatisant pour certaines personnes.

c) la Commission fasse rapport à votre Comité au sujet de la recommandation *a*) ci-dessus au plus tard le 30 septembre 1986; et

d) le Gouvernement réponde à la recommandation *b*) ci-dessus en conformité avec l'article 99(2) du Règlement.

De cela, monsieur le Président, nous pouvons discuter. Vous avez jugé aujourd'hui que c'était pertinent et que le gouvernement devra répondre évidemment, parce que l'ordre de la Chambre se maintient, et même s'il y a prorogation, l'ordre est fait. Cinquièmement:

18. Votre Comité recommande que la Commission:

a) établisse clairement son mandat en matière de vérification de la dotation et lui fasse rapport de ses progrès à ce sujet, par écrit, au plus tard le 30 septembre 1986;

Encore une fois, le 30 septembre 1986 revient.

Monsieur le Président, le mandat de la Commission est donné par la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique et c'est un agent du Parlement, cette Commission de la Fonction publique. Donc, ce Parlement doit se préoccuper de savoir quel est exactement le mandat de vérification de dotation que le système permet que la Commission utilise. Quelle est la méthodologie, si on veut, monsieur le Président, que la Commission utilise pour réaliser son mandat en matière de vérification de la dotation?

b) lui fasse rapport par écrit, au sujet de la mise en oeuvre des recommandations du Vérificateur général concernant la vérification, au plus tard le 30 septembre 1986 et, à nouveau, avant le 30 septembre 1987;

Monsieur le Président, voilà deux dates qui sont importantes et, par écrit, on demande au gouvernement de nous rendre l'information, soit à la fin de septembre et ensuite, en septembre 1987. Finalement:

c) fasse état dans ces rapports des consultations avec le Vérificateur général concernant la mise en oeuvre de sa recommandation visant à faire en sorte que la Commission complète ses directives sur les méthodes, l'étendue du travail et la documentation, qu'elle s'assure que ses directives sont appliquées, qu'elle révise tous les dossiers de vérification de la dotation, qu'elle instaure un système de contrôle de la qualité et qu'elle assure la formation des vérificateurs.

Monsieur le Président, tous s'accordent pour dire que ce rapport de notre Comité des comptes publics est un bon rapport, un excellent rapport, et tous s'accordent pour dire également qu'il est grand temps que la Commission de la Fonction publique, un agent du Parlement, comme je le disais, soit capable, soit amenée à dire à la Chambre ce qu'elle fait et qu'elle donne à cette Chambre des jalons, des mesures, des façons claires et précises pour qu'on puisse tous comprendre comment elle procède à l'exercice de son mandat.

Monsieur le Président, je ne prolongerai pas ce débat. Je voudrais que la Chambre passe au vote et prenne une attitude positive vis-à-vis de ce rapport. J'invite la Chambre à appuyer le rapport en question et à l'adopter.

● (1240)

[Traduction]

M. Alan Redway (York-Est): Monsieur le Président, en tant que membre du comité permanent des comptes publics à l'heure actuelle et au moment où le dixième rapport a été préparé et déposé à la Chambre, je voudrais me joindre à mon collègue d'Ottawa—Vanier et souscrire à sa motion d'adoption de ce rapport. Il renferme un certain nombre de recommandations que mon collègue a signalées à la Chambre. Ces dernières découlent tout d'abord du rapport du vérificateur général et